



PLANÈTE | CHRONIQUE

PAR STÉPHANE FOU CART

Des vertus du vin bio

Le vin bio est-il trop souvent une déplorable piquette? Serait-il au contraire, toutes choses égales par ailleurs, comparable voire meilleur que le vin conventionnel? Ce n'est pas seulement une querelle de pocheteurs ou une conversation de fin de repas: c'est aussi une question dont la réponse pourrait avoir des conséquences environnementales, sanitaires et industrielles de première grandeur.

En général, chacun suit ses tropismes. Les plus sensibles à la préservation de l'environnement ont souvent tendance à apprécier le vin bio (sous ses diverses certifications). Quant aux plus écophobes d'entre nous, ils considèrent bien souvent que les contraintes du label (qui concernent la culture de la vigne et les méthodes de vinification) se traduisent nécessairement par une perte de qualité du produit final.

Jusqu'à présent, à peu près rien ne pouvait objectiver le débat et chacun, des deux bords, pouvait s'en tenir à ses options idéologiques et à ses préjugés — l'ignorance permet ce genre de confort.

Mais l'ignorance recule. Trois économistes viennent d'apporter, dans la dernière édition de *The Journal of Wine Economics*, un premier élément de réponse décisif. Magali Delmas et Jinghui Lim, de l'université de Californie à Los Angeles (UCLA), et Olivier Gergaud, professeur à la Kedge Business School, à Bordeaux, ont colligé 74148 notations de vins californiens, publiées entre 1998 et 2009 dans trois revues (*Wine Spectator*, *Wine Advocate* et *Wine Enthusiast*) dont les évaluations sont issues de dégustations à l'aveugle.

Résultat: les vins « bio » (selon la certification officielle californienne) ou « biodynamiques » (selon la certification privée de Demeter) affichent en moyenne un score supérieur de 4 points aux vins conventionnels, sur une échelle graduée de 50 à 100 — 50 étant le score d'une épouvantable piquette, un grand cru d'exception pointant entre 90 et 100.

Une défiance bien enracinée

Les auteurs, financés par l'UCLA, ont passé à la question leur base de données, contrôlant toute sorte de paramètres pour garantir que l'effet favorable mesuré est, bel et bien, attribuable au mode de production biologique du vin et non aux cépages utilisés, à son producteur, à sa région de production, à son millésime, etc.

Est-ce si surprenant? On sait déjà, avec certitude, que les pesticides de synthèse utilisés en agriculture conventionnelle réduisent la biodiversité des écosystèmes et affectent sérieusement la vie microbienne des sols. Or des travaux publiés en mars 2015 dans la revue *mBio* ont évalué l'impact sur la vigne de ces myriades de bactéries souterraines et concluaient que celles-ci avaient « le potentiel d'influencer les propriétés organoleptiques du vin ». Un « potentiel » désormais confirmé empiriquement.

Un esprit chagrin pourrait objecter que ces résultats ne concernent que des vins californiens. Vérité d'un côté de l'Atlantique, erreur de l'autre? « Nous menons la même expérience sur des vins français, à partir des évaluations

EN PLUS D'ÊTRE PLAUSIBLEMENT MEILLEUR QUE SON PENDANT CONVENTIONNEL, LE VIN BIO EST-IL MEILLEUR (OU MOINS MAUVAIS) POUR LA SANTÉ?

du Gault & Millau, précise Olivier Gergaud. Et les résultats que nous obtenons, bien que préliminaires, vont dans le même sens. »

Si les résultats présentés sont importants, c'est d'abord que la défiance vis-à-vis du vin bio est très enracinée chez bon nombre d'amateurs. Au point que précédents travaux des mêmes auteurs ont montré que près des deux tiers des vignerons californiens ayant adopté les pratiques de l'agriculture biologique préfèrent ne pas s'en vanter sur leurs flacons!

A l'évidence, cette défiance est un frein à la conversion des exploitations, et ce frein a des conséquences environnementales et sanitaires potentiellement importantes. De fait, la vigne est l'une des cultures les plus consommatrices de pesticides. En France, selon des chiffres cités en 2013 par l'expertise collective de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), la vigne n'occupe que 3 % de la surface agricole utile mais concentre environ 20 % des quantités de pesticides utilisées dans le pays.

Ces travaux s'inscrivent dans « une littérature émergente », selon les termes d'Olivier Gergaud. Du point de vue agronomique ou environnemental, les bénéfices et les inconvénients de l'agriculture biologique ont fait l'objet de nombreuses recherches ces dernières décennies. Mais son intérêt (ou son absence d'intérêt) pour le consommateur a été beaucoup moins investigué. En particulier, les effets sanitaires de la consommation de produits biologiques ont jusqu'à présent été peu recherchés.

A l'image des travaux sur les qualités du vin bio, de récentes publications tentent de faire la part des choses. Une équipe norvégienne a ainsi récemment publié dans *Environmental Health Perspectives* des travaux suggérant, à partir d'une cohorte de plus de 35000 femmes enceintes, une réduction de 40 % du risque d'hypospadias (une malformation de l'appareil génital masculin) chez les nouveau-nés dont la mère a consommé des produits biologiques — dont les résidus de pesticides sont inférieurs à ceux des produits conventionnels — au cours de sa grossesse. A confirmer par de plus amples recherches.

En plus d'être plausiblement meilleur (toutes choses égales par ailleurs) que son pendant conventionnel, le vin bio est-il meilleur (ou moins mauvais) pour la santé? Cette question-là est encore ouverte. Chacun peut encore s'en tenir à ses tropismes. Certains amateurs de vin bio assurent ainsi qu'une consommation excessive de vin conventionnel conduit plus probablement à un état migraineux très dégradé le lendemain qu'une consommation tout aussi excessive, mais limitée à du vin écolo. Vrai? Faux? Ce serait un projet de recherche amusant à conduire, et dont les résultats pourraient être bien plus importants qu'il n'y paraît. ■

foucart@lemonde.fr

MERKEL, UN AN POUR CONVAINCRE

ÉDITORIAL III

Le désaveu est profond. Un an après avoir ouvert les portes de l'Allemagne aux réfugiés syriens, un an avant les élections générales de 2017, Angela Merkel a subi dimanche 4 septembre un revers politique majeur. Dans son fief électoral, le Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, aux confins de l'Allemagne de l'Est, sur les bords de la Baltique, le parti de la chancelière, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), arrive en troisième position, avec 19 % des voix. Devancée par le parti populiste, Alternative für Deutschland (AfD), qui recueille 20,8 % des voix, derrière les sociaux-démocrates (30,6 %).

Bien sûr, on peut tempérer la signification de ce vote, où tous les partis démocratiques reculent. Le Mecklembourg est une

petite région oubliée de l'ex-Allemagne de l'Est, frappée par un chômage de 9 %, qui ne représente que 2 % de la population allemande et 1,3 % de sa richesse. Les électeurs de l'AfD sont moins de 150 000.

Il n'empêche, l'avertissement est sérieux contre la chancelière, qui se prépare à briguer un quatrième mandat. En ouvrant ses portes aux réfugiés, Angela Merkel savait qu'elle heurterait de front une partie de son électoral. Sa décision était un mélange de pragmatisme et d'idéalisme: les réfugiés avaient déjà pris la route des Balkans, il fallait éviter une catastrophe humanitaire et l'« appel d'air », s'il a eu lieu, n'a été que marginal. Ensuite, Angela Merkel voulait que l'Allemagne, pour la première fois de son histoire et après la catastrophe nazie, porte l'esprit universel comme la France a pu le faire avec la Déclaration des droits de l'homme de 1789. Avec l'accueil des réfugiés, elle voulait, en ce début de XXI^e siècle, assurer la « rédemption » de son peuple.

Ce choix était le bon, même s'il aurait dû être concerté au niveau européen. Il a un coût politique fort. Les agressions de la nuit de Cologne, le 31 décembre dernier, les attaques terroristes de l'été à Munich, la difficulté à donner un travail à tous les réfugiés, tout cela a fait perdre aux Allemands une partie de leur enthousiasme des premières semaines. S'y sont ajoutés

deux reproches personnels à la chancelière: elle ne maîtrisait pas la situation — elle a tenté d'y remédier en signant un accord peu reluisant mais efficace avec la Turquie pour tarir le flux de réfugiés — et elle décide de tout, toute seule, dans une dérive monarchique.

Cette crise menace l'équilibre institutionnel outre-Rhin, alors que les sociaux-démocrates, moribonds et laminés dans les sondages, sont bien en peine de présenter une alternative politique. Dans cette affaire, Angela Merkel a brisé deux lois de la politique allemande. D'abord, elle a laissé émerger un parti à la droite de la CSU, les chrétiens sociaux de Bavière, qui se chargeaient jusqu'à présent de canaliser les pulsions droitières d'une partie de la population. Pis, elle prend le risque de faire éclater la droite traditionnelle, qui subirait le destin des autres droites en Europe: une droite humaniste, ouverte, mais anémiée, et une droite dure courant après les populistes. Une rupture avec les Bavarois serait délétère politiquement. On n'en est pas là.

L'Europe ne peut se permettre la fin de l'exception allemande, qui a réussi à être épargnée dans les élections nationales par la vague ultra-nationaliste. La responsabilité historique d'Angela Merkel est là aussi. Au plus bas de sa popularité, elle a un an pour convaincre. ■

AIRFRANCE

FRANCE IS IN THE AIR



BIEN DANS MA BULLE

Dans l'intimité de la cabine Premium Economy.

AIRFRANCE KLM
France is in the air : La France est dans l'air.

AIRFRANCE.FR